

# Bureau de la GIZ au Mali

## DOSSIER D'APPEL D'OFFRES PUBLIC

---

« CONTRAT CADRE DE FOURNITURE DES  
ACCESSOIRES ET CONSOMMABLES  
INFORMATIQUES »

---

**PN : 99.9236-3.001.00**

***PROSOFT # 91188470***

## 1. Avis d'Appel d'Offres public

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH lance un appel d'offres public pour **sélection d'une société pour la conclusion d'un contrat – cadre de fourniture des accessoires et consommables informatiques de bureau pour les projets et Bureau de la GIZ au Mali.**

Le Dossier d'Appel d'Offres complet est à télécharger directement sur le site de Pages Humanitaires du 18 au 02 septembre 2025 ci-dessous :

<https://www.pageshumanitaires.com/appel-d-offres>

## 2. Objet du marché

**Le présent marché concerne la conclusion d'un contrat – cadre de fourniture des accessoires et consommables informatiques de bureau suivants :**

No.	Articles	Spécifications	
			quantité
1	Écran d'ordinateur de 27 pouces	<ul style="list-style-type: none"> <li>Type d'affichage : Full HD IPS, LED et affichage antireflet ;</li> <li>Taille de l'écran : 27 pouces</li> <li>Résolution de l'écran : 1920 x 1080 pixels</li> <li>Full HD 1080p</li> <li>Nombre de ports VGA : min 1</li> <li>Nombre de ports HDMI : min 2 ;</li> <li>Type de connecteur : HDMI, VGA</li> <li>Divers : Angle de vision : min Horizontal 178°, Vertical 178°</li> <li>Couleur : Argent / Noir</li> </ul>	<b>10</b>
2	Clavier et souris sans fil	Type de clavier : Combo clavier et souris Connectivité sans fil : 2,4 GHz sans fil Type de batterie : AAA Caractéristiques de la souris : Souris à capteur optique Connectivité sans fil USB : touches de raccourci programmables Caractéristiques du clavier : Plug and Play	<b>24</b>
3	Câble HDMI 3M	Longueur : 3 mètres Connecteurs : HDMI (19 broches) mâle vers HDMI (19 broches) mâle Compatible avec Ultra HD 4k x 2k @ 30 Hz Connecteurs plaqués or	<b>10</b>
4	Adaptateur HDMI-VGA	Connecteur A : HDMI mâle Connecteur B : D-Sub haute densité femelle à 15 broches Connecteur de type A : HDMI Connecteur de type B : VGA Connecteur A Sexe : Mâle Connecteur B Sexe : Femelle	<b>4</b>
5	Casque audio	- Connectivité : Sans fil - Type : Casque - Réduction du bruit : Oui - Version Bluetooth : min V4.2 - Temps de conversation : min 10m - Capacité de la batterie : 500mAh - Temps de veille : min 200 heures - Temps de conversation : min 20 heures - Temps de lecture de la musique : min 20 heures	<b>10</b>

6	Onduleur	Type : Protection intelligente minimum (en ligne) Topologie : Minimum interactif de ligne (régulation automatique de la tension) Puissance : W/VA : 2000 VA Minimum Facteur de puissance (rapport) : min 0,6 Tension de sortie : 230 V Tension d'entrée : 230 V Plage de tension : 170-280 V Fréquence de sortie : 50/60 Hz Fréquence d'entrée : 50/60 Hz Connexions de sortie (6) : IEC-320-C13 Connexions d'entrée (1) : IEC-320-C14 Type de batterie : Charge continue de la batterie avec démarrage à froid minimum Port d'interface : 1 port USB Alarme sonore : Oui Logiciel de gestion de l'alimentation : UPS Bruit audible : <45 dBA	10
7	Cartouche d'encre pour HP Laserjet 281 DW	HP Laserjet 203 A d'origine	40
8	Cartouche d'encre pour HP Laserjet 283 DW	HP Laserjet 207 A d'origine (4 couleurs)	24
9	Cartouche d'encre pour HP Laserjet Color 700 MFP 775	HP Color 651 A Original (jeu de 4 couleurs)	16
10	Cartouche d'encre pour HP Laserjet Color MFP 476	HP Laserjet 415 A (jeu de 4 couleurs)	20
11	Cartouche d'encre pour HP Laserjet Pro 400 Dne	HP Laserjet 05 A	30
12	Cartouche d'encre pour HP Laserjet Pro 402 DW	HP Laserjet 80 A	24
13	Cartouche d'encre pour Canon Laserjet 237 W	Canon 737 Original	30

14	Cartouche d'encre pour HP P2035	HP Laserjet 05 A	16
15	Cartouche d'encre pour copieur Canon Advance IR4525i	Cartouche Canon CEXV-53	24
16	Cartouche d'encre pour copieur Canon IR2525i	Cartouche Canon CEXV-60	10
17	Cartouche d'encre pour HP M 600	HP Laserjet 90 A	16
18	Cartouches d'encre jet d'encre génériques	Génériques - IMAGERUNNER C3226i (jeu de 4 couleurs)	4
19	Cartouche d'encre de toner laser	Imprimante Hp Color LaserJet Pro MFP M479fdw (ensemble de 4 couleurs)	4
20	Cartouche d'encre pour copieur Canon IR3125i	Cartouche Canon (complète avec 4 couleurs)	6
21	Canon C-EXV 65 BK Cartouche d'encre noire pour copieur	Cartouche Canon C-EXV 65	20
22	Cartouche d'encre	Laserjet pro 207A COULEUR 283fdn	60
23	Cartouche d'encre	Laserjet pro 201A CF 400A COLOR MFP M277n	16
24	Cartouche d'encre	Cartouche 719 MF 6140dn	10

25	Cartouche d'encre	Laserjet pro 203A MFP COULEUR M 281	16
26	Cartouche d'encre	Laserjet pro 131A pro 200 COULEUR	16
27	Cartouche d'encre	Imprimante multifonction HP Laserjet pro 83A 225	6
28	Photocopieuse	Canon IR-ADV 4045 / 4051 U F R II	4
29	Stabilisateur	Min 1500 Watt	30

### 3. GÉNÉRALITÉS

3.1 L'Offre doit être conforme aux conditions et instructions suivantes.

Toute non-conformité pourra entraîner le rejet de l'offre.

3.2 Par Soumissionnaire, on entend une ou plusieurs personnes, un partenariat, une société ou une entreprise qui ont été présélectionnés et ont présenté un devis quantitatif chiffré conforme à l'Offre.

3.3 Tous les destinataires du dossier d'appel d'offres doivent, qu'ils présentent une offre ou non, traiter les détails de ces documents dans la plus stricte confidentialité.

### 4. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

4.1 L'offre doit être faite sur les formulaires fournis dans le dossier d'appel d'offres (s'il y a lieu), dûment remplis à l'encre ou imprimés. L'offre financière doit être chiffrée, avec les différents totaux ; elle doit être vérifiée arithmétiquement et le total général doit être conforme au montant indiqué dans l'offre. Le dossier d'appel d'offres et les documents contractuels doivent rester intacts.

Les documents constituant le dossier d'appel d'offres et les documents d'accompagnement doivent être signés par le Soumissionnaire ou son représentant légal et retournés à l'adresse indiquée dans l'appel d'offres.

4.2 L'Offre doit être accompagnée :

(a) d'une copie de chaque circulaire envoyée aux Soumissionnaires par le bureau GIZ.

Chaque copie de ladite circulaire doit être signée par le Soumissionnaire.

Des prix doivent être indiqués pour tous les éléments du devis quantitatif, le cas échéant.

## **5. MODIFICATIONS / OFFRES SUPPLÉMENTAIRES**

5.1 L'offre ne doit contenir que les prix et les informations exigées dans les documents du dossier d'appel d'offres et elle doit être signée par une personne dûment autorisée. Tout ajout, toute suppression ou toute altération effectuée sur lesdits documents peut entraîner le rejet de l'offre.

5.2 Des offres/ propositions supplémentaires de modifications qui, d'un point de vue technique, s'écartent des spécifications de base ou entraînent une demande d'autres conditions de paiement, délais d'exécution ou réserves de prix, ne seront admises que dans le cadre de la soumission de l'offre de base. Elles doivent être présentées séparément de l'offre de base et marquées comme telles.

## **6. PRIX**

6.1 Tous les prix (prix unitaires, prix forfaitaires, tarifs de répartition, salaires horaires, primes) doivent être indiqués hors taxes (taxe sur le chiffre d'affaires, taxe à la valeur ajoutée, ou taxe de ce genre).

Le montant de la taxe applicable doit être basé sur le taux de la taxe appliqué localement et doit être le dernier poste ajouté sur la feuille récapitulative de l'offre.

6.2 La GIZ ne pourra être tenue responsable de la conversion en monnaie locale, par la banque locale du pays bénéficiaire, des paiements faits au bénéficiaire avant de créditer ces derniers au compte du bénéficiaire. Le bénéficiaire ne peut demander le remboursement des taxes ou redevances déduites par la banque en raison du change et/ou des virements.

## **7. AMBIGUÏTÉS**

Si, de l'avis du Soumissionnaire, les documents du dossier d'appel d'offres contiennent des ambiguïtés susceptibles d'influencer le calcul des prix, le Soumissionnaire doit le porter à l'attention de la GIZ mail à l'adresse [achatsmali@giz.de](mailto:achatsmali@giz.de) avant de soumettre son offre dans un délai de 7 jours calendaires après la réception du dossier de l'appel d'offres. Les éclaircissements nécessaires seront faits par circulaire(s) envoyée(s) par la même adresse e-mail ci-dessus indiquée.

## **8. CIRCULAIRE**

8.1 Si le bureau GIZ envoie des circulaires au Soumissionnaire pendant la période d'adjudication pour commenter, clarifier ou modifier les documents contractuels, ces circulaires deviennent partie intégrante des documents contractuels et on considérera que le Soumissionnaire en a tenu compte pour préparer son offre.

8.2 Le Soumissionnaire devra immédiatement confirmer à la GIZ la réception d'une circulaire.

Aucune circulaire ne sera envoyée dans les 4 jours qui précèdent la date de soumission de l'Offre, sauf toute circulaire confirmant le report de la date initiale de soumission.

## **9. ACCORDS INTERDITS**

Les accords faussant le jeu de la concurrence ne sont pas autorisés, notamment les arrangements et négociations avec d'autres soumissionnaires concernant

– la soumission ou la non-soumission d'une offre

**BUREAU**

Page 7 sur 19

**PN : 99.9236-3.001.00\_Prosoft 91188470**

- les prix demandés et les marges de bénéfice
- les arrangements contraignants pour d'autres compensations
- les marges des frais de traitement et autres éléments de prix
- les conditions de paiement et de livraison, et d'autres conditions du marché dans la mesure où elles ont une influence directe ou indirecte sur les prix
- le paiement d'indemnités ou de compensations pour une non-participation ou une participation limitée au processus concurrentiel
- et la participation aux bénéfices.

#### **10. SOUS-TRAITEURS :**

S'il est prévu que des parties des services doivent être exécutées par un ou des sous-traitants, le Soumissionnaire doit indiquer la nature et l'importance de ces parties des services et donner le nom et l'adresse du ou des sous-traitants envisagés.

#### **11. JOINT VENTURES**

Les offres soumises par des sociétés communes (joint-ventures) ou toutes autres combinaisons d'offres ne seront acceptées que si les informations suivantes sont fournies avec l'offre :

- (a) une liste des membres de la Joint-Venture/combinaison d'offres indiquant le ou les représentants dûment autorisés,
- (b) une déclaration signée par les représentants dûment autorisés de tous les membres, selon laquelle les représentants dûment autorisés doivent représenter les membres spécifiés dans la liste de manière juridiquement contraignante vis-à-vis de la GIZ, et selon laquelle tous les membres sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat devant la GIZ.

#### **12. SOUMISSION DE L'OFFRE**

12.1 L'offre doit être présentée à l'adresse indiquée dans l'appel d'offres et avant l'heure et la date spécifiées.

12.2 Les offres reçues après l'heure et la date de soumission ne seront pas prises en considération.

#### **13. OUVERTURE DES OFFRES**

13.1 L'ouverture des offres est non publique

13.2 Cette séance est consacrée à l'ouverture et la lecture des offres. Jusqu'à cette séance, toutes les offres reçues doivent être conservées sous clé, dans des enveloppes non ouvertes sur lesquelles ne doit figurer que la date de réception.

Pour la séance d'ouverture, la procédure suivante sera respectée et inscrite dans le procès-verbal de la réunion où seront également indiqués le lieu, la date et l'heure de l'ouverture :

- (a) le président de séance s'assure que les enveloppes n'ont pas été décachetées ;
- (b) les offres seront ouvertes les unes après les autres et toutes les parties principales



doivent être identifiées. Les noms et les adresses des Soumissionnaires, ainsi que le montant final de leurs offres ou de sections individuelles et d'autres détails concernant les prix sont lus à haute voix. Les propositions de modification et/ou offres supplémentaires éventuelles sont annoncées ainsi que, le cas échéant, leur origine.

Les autres détails du contenu ne sont pas révélés ;

(c) Le procès-verbal doit être signé par le président de séance.

13.3 Les offres reçues après l'heure et la date de soumission doivent séparément figurer dans le procès-verbal ou son addendum. L'heure et la date de réception, ainsi que la raison des retards de réception doivent être notées. Les enveloppes et autres moyens de preuve doivent être placés en lieu sûr.

## **14. ÉVALUATION DES OFFRES**

14.1 Sont exclues de l'évaluation les offres suivantes :

- a) Offres reçues après la date et l'heure limites de dépôt
- b) Offres soumises par des Soumissionnaires ayant conclu un accord faussant le jeu de la concurrence
- c) Offres non signées par le représentant dûment mandaté du soumissionnaire
- d) Offres provenant de soumissionnaires qui ne sont pas autorisés à participer à l'appel d'offre conformément au point 3 des présentes conditions.

14.2 Dans le processus de sélection des offres susceptibles de faire l'objet d'un marché, seuls les Soumissionnaires offrant la sécurité nécessaire d'exécution des engagements contractuels seront pris en compte. Cela suppose qu'ils aient l'expertise et l'expérience nécessaires, la capacité d'exécuter les travaux, ainsi que les moyens techniques et financiers nécessaires.

14.3 Il ne sera pas tenu compte des offres dont les prix sont de toute évidence disproportionnés par rapport aux travaux concernés. Seules seront prises en considération les offres dont on peut attendre une bonne exécution et une bonne couverture de la période de garantie légale en tenant compte de l'aspect rationnel et économique des opérations et de l'efficacité de la gestion. Après analyse de ces offres, le marché sera attribué à celle qui semble être la plus acceptable quant à ses aspects techniques, fonctionnels, environnementaux et économiques.

14.4 Toute erreur arithmétique de la part du Soumissionnaire dans le chiffrage du devis quantitatif, dans les additions ou dans le report des sous-totaux dans le résumé ou dans l'offre sera corrigée lors de l'évaluation des offres. Dans ce cas, le montant de l'offre sera ajusté en conséquence et le Soumissionnaire en sera informé. Il sera considéré comme acquis que les prix unitaires figurant dans le devis quantitatif sont exacts.

14.5 Les propositions de modifications et les offres supplémentaires que la GIZ a acceptées ou demandées pour la procédure d'appel d'offres doivent être évaluées de la même façon que l'offre de base. D'autres propositions de modifications et des offres supplémentaires peuvent être prises en considération.

14.6 La GIZ n'est pas tenue d'accepter l'offre du moins-disant ou toute autre offre ; elle n'est pas non plus tenue responsable des dépenses ou des pertes susceptibles d'être supportées par un Soumissionnaire pendant la préparation de son offre ou tenue de les rembourser.

## **15. ANNULATION DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES**

15.1 La procédure d'appel d'offres peut être annulée sans que les soumissionnaires aient droit à des dommages et intérêts.

- (a) lorsqu'aucune offre correspondant aux conditions de l'appel d'offres n'a été reçue ;
- (b) lorsque la procédure d'appel d'offres a fait l'objet de modifications considérables.
- (c) lorsque les offres ne correspondent pas au devis estimatif ou que le pouvoir adjudicataire pour des raisons propres ne peut pas adjudiquer les marchés dans un délai raisonnable.
- (d) lorsque le pouvoir adjudicataire décide pour des raisons internes de refaire l'appel d'offre.

15.2 Les Soumissionnaires doivent être informés sans tarder de l'annulation de la procédure d'appel d'offres par le bureau GIZ, ainsi que des raisons de cette annulation.

## **16. CONDITIONS DU CONTRAT**

- Les paiements anticipatifs ne sont pas admis par la GIZ.
- A l'attribution du marché, il est possible que la signature du contrat intervienne après validation du planning de travail de la structure contractante.

## **17. CONDITIONS DE SOUMISSION**

Peuvent participer au présent appel d'offres les sociétés, les entreprises, les établissements régulièrement installés au Mali et à jour vis - à - vis de la législation fiscale et sociale.

Sont exclus de cet appel d'offres les soumissionnaires ayant des litiges avec la GIZ et dont la procédure est encore pendante devant la justice ou toute autre structure d'arbitrage et de conciliation.

La GIZ se réserve le droit de ne pas donner suite au présent Appel d'offres.

Toute entreprise dont les prestations n'ont pas antérieurement satisfait et/ou dont la mauvaise exécution des marchés attribués à elle, a créé des préjudices moraux et financiers à la GIZ, ne pourra pas soumissionner.

Ne peuvent participer à la mise en concurrence, ni être attributaires d'un marché les personnes physiques ou morales qui se trouvent dans un des cas d'exclusion suivants :

- (a) qui sont en état ou qui font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
- (b) qui ont fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle ;
- (c) qui, en matière professionnelle, ont commis une faute grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier ;
- (d) qui n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où elles sont établies ou celles du pays où le marché doit s'exécuter ;

(e) qui ont fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés ;

(f) qui, dans le cadre d'un autre marché conclu avec la même autorité contractante ou dans le cadre d'un autre marché financé sur des fonds concessionnels ou d'autres organisations multilatérales ou régionales, ont été déclarées en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles ;

Les candidats ou soumissionnaires doivent attester qu'ils ne se trouvent pas dans une des situations précédentes.

1. Les sociétés désireuses de figurer sur la liste restreinte doivent fournir les documents suivants :

- ✓ Lettre de manifestation d'intérêt : Originale dument signée
- ✓ Une brève présentation de l'organisation et ses activités principales ;
- ✓ Copie certifiée du Registre du Commerce du Crédit Mobilier (RCCM) **(obligatoire)** ;
- ✓ Copie certifiée du NIF **(obligatoire)** ;
- ✓ Copie certifiée du certificat de non-faillite datant tout au moins d'un mois **(obligatoire)** ;
- ✓ Copie certifiée du quitus Fiscal en cours de validité du dernier trimestre Echu **(obligatoire)** ;
- ✓ L'original ou copie certifiée de l'attestation de déclaration et de paiement des cotisations sociales à l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) valable au moins à la date de dépôt des offres **(obligatoire)**
- ✓ Une copie du Relevé d'identité bancaire ;
- ✓ Une attestation financière délivrée par une banque agréée régulièrement installée en République du Mali ;
- ✓ Preuve de l'expériences dans le domaine de fourniture d'articles de papeterie et consommables de bureau : Copie d'au moins cinq (05) contrats/bons de commande des trois dernières années ;
- ✓ Les états financiers faisant ressortir le chiffre d'affaires annuel des trois derniers exercices/années
- ✓ Photo avec enseigne du magasin de stockage et / ou surface commerciale de la société ;

#### Important :

**Ces documents sus mentionnés dits obligatoires sont requis dans la totalité pour l'évaluation des pièces administratives.**

**L'absence (non-fourniture) ou la non-conformité de l'une de ces pièces entraine le rejet de l'offre sans aucune demande d'information complémentaire.**

**Avant la soumission, les candidats devront veiller à la complétude de ces documents.**

2. Les demandes de renseignements relatives à cet appel à manifestation d'intérêt doivent être envoyées directement par courriel à l'adresse [achatsmali@giz.de](mailto:achatsmali@giz.de) **au plus tard le 03 septembre 2025 à 16H00**. La GIZ au Mali n'est en aucun cas obligée de prendre connaissance de questions soumises en retard ni d'y répondre.

3. Le dossier d'appel d'offre et les documents qui l'accompagnent doivent être transmises par voie électronique à l'adresse suivante. Email : [ml\\_quotation@giz.de](mailto:ml_quotation@giz.de)

**L'objet de l'email doit être intitulé comme suit : 91188470\_Proposition \_ Fourniture des accessoires et consommables informatiques pour les projets et Bureau de la GIZ Mali \_ nom du candidat**

4. Les dossiers doivent être envoyés à l'adresse mail indiqué ci-dessus au plus tard le **07 Septembre 2025 à 23 heures 00** à l'adresse suivante :

5. Les offres du dossier d'appel d'offre seront évaluées en fonction des critères d'évaluation ci-dessous :

## Partie A : Informations générales (toutes procédures)

### I. Évaluation de l'aptitude commerciale

Motif d'exclusion obligatoire : absence de Registre de commerce, de NIF ou du Quitus fiscal (en cours de validité)

Autre Motif d'exclusion : absence certificat de non-faillite non fourni, absence de l'attestation de déclaration et de paiement des cotisations sociales à l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS)

Autre Motif d'exclusion: non légalisation des documents administratifs obligatoires, lettre de manifestation d'intérêt non signée

Lettre de Manifestation d'Intérêt dûment signée et datée

Chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices (pour les appels d'offres lancés dans les six mois suivant la fin du dernier exercice commercial, il est possible de prendre en compte le quatrième avant-dernier exercice) :

Au moins

25 000 000

XOF

Existence de surface commerciale ou de magasin de stockage (photo avec enseigne) :

Au moins

1

Surface commerciale ou magasin de stockage

Résultat

### II. Évaluation de l'aptitude technique

L'évaluation de l'aptitude technique est effectuée uniquement sur la base de projets/clients de référence d'un volume annuel minimum de :

25 000 000

XOF

Au moins

5

projets de référence dans le domaine

**Fourniture d'accessoires et consommables informatiques**

et au moins

2

projets de référence avec organismes internationaux

au cours des 3 dernières années.

Résultat

**Résultat global des évaluations commerciale et technique**

**Partie B : Détermination du classement (information supplémentaire dans le cas d'appels à concurrence avec nombre de candidats limité)**

III. Pondération des critères	
(1) Critère	(2) Pondération en %
<b>1. Expérience technique</b>	
Expérience technique	
1. Présentation de l'organisation et ses activités principales	15
2. Au moins cinq (05) attestations de bonne fin d'exécution et copies des bons de commandes/contrats pour des projets similaires dans le domaine de fourniture d'accessoires et consommables informatiques	20
3. Les états financiers faisant ressortir le chiffre d'affaires annuel des trois derniers exercices/années	30
4. Une attestation financière délivrée par une banque agréée régulièrement installée en République du Mali	10
4. Existence de surface commerciale ou de magasin de stockage (photo avec enseigne portant la localisation précise)	10
<b>Total 1.</b>	<b>85</b>
<b>2. Expérience de la coopération au développement avec organismes internationaux</b>	
Expérience de la coopération au développement avec organismes internationaux justifiée par deux projets de référence de montant minimum 2 millions FCFA chacun	15
<b>Total</b>	<b>100</b>

Pour être admissible pour le reste du processus après évaluation, un soumissionnaire doit atteindre un score de 70 points sur un total de 100 sous réserves de répondre aux critères obligatoires pour la capacité juridique et les exigences fiscales.

Au cours du processus d'évaluation, la GIZ au Mali se réserve le droit de visiter les installations des soumissionnaires/Prestataires afin de vérifier la véracité des renseignements fournis. Elle se réserve également le droit de demander aux soumissionnaires des informations ou documents importants manquant dans leur dossier. Un délai de réponse de 24 heures sera ainsi accordé aux soumissionnaires contactés.

Les candidats qui décident de répondre à cet appel d'offre, assument l'entière responsabilité du risque des frais. La GIZ n'entend pas rembourser les frais engagés à ces fins. Cet avis d'intérêt n'entraîne aucun engagement de la part de GIZ, qu'il soit financier ou autre.

La GIZ se réserve le droit d'accepter ou de rejeter l'appel d'offre tout ou en partie, sans encourir aucune obligation d'informer le ou les organismes concernés.

**Bamako, le 18/08/2025**

## Annexe 1

### 1. Informations générales sur le Soumissionnaire

1	Nom du fournisseur	
2	Raison sociale	
3	Nom et fonction du Responsable	
4	Adresse professionnelle	
6	Téléphone	
7	Email – site web (le cas échéant)	
8	Registre de Commerce – Numéro d'Identification Fiscale	
9	Numéro d'identification fiscale	
10	Principales activités de la société	(À décrire)
11	Reference bancaire du fournisseur	<i>Libellé du compte : .....</i> <i>Nom de la banque : .....</i> <i>N° de compte bancaire.....</i> <i>Clé RIB : .....</i>

## Conditions générales d'achat (CGA locales) de bien et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au <Mali> - Version mise à jour en mars 2023 -

### 1. Champ d'application et pièces constitutives du contrat

#### 1.1. Champ d'application des CGA

Sous réserve du point 1.2 ci-dessous, les présentes Conditions générales d'achat s'appliquent de manière exclusive à tous les contrats de fourniture de biens et d'ouvrages conclus entre la partie contractante (ci-après dénommée « le contractant ») et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (ci-après dénommée « la GIZ »).

Le contractant établit son offre sur la base des présentes CGA. Le contrat est formé entre les parties à la passation du marché par la GIZ, moyennant application exclusive des CGA. Il ne peut être modifié par la suite qu'avec l'accord de la GIZ notifié sous forme écrite simple. D'éventuelles Conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant que ce dernier joindrait à sa confirmation d'acceptation du marché ou ferait connaître de quelque autre manière ne sont pas applicables, à moins que la GIZ n'ait expressément accepté au préalable et sous forme écrite simple qu'elles le soient. Les Conditions générales d'achat de la GIZ s'appliquent également lorsque la GIZ accepte sans réserve la livraison ou la prestation en ayant connaissance de l'existence de conditions contraires ou divergentes du contractant.

#### 1.2 Pièces constitutives du contrat

Les pièces constitutives du contrat sont, à titre exclusif,

1.) la lettre de notification du marché (commande) de la GIZ et ses annexes ; 2.) l'offre technique du contractant, sans les Conditions générales d'affaires ou de paiement que celui-ci aurait pu y joindre ; 3.) les présentes CGA et 4.) le [Code de conduite pour les contractants de la GIZ](#). En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, celles-ci prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

### 2. Modalités de livraison et de prestation, transport

#### 2.1 Emballage et marquage

L'emballage ainsi que l'éventuel marquage doivent être conformes aux exigences spécifiques de la marchandise, du mode d'expédition et du moyen de transport et satisfaire aux conditions juridiques et climatiques prévalant au <Mali>. Tout en respectant les conditions d'emballage mentionnées précédemment, il convient d'utiliser autant que possible des emballages respectueux de l'environnement et facilement recyclables. La quantité de matériel d'emballage utilisé doit en outre être réduite au minimum.

Le contractant est responsable de la bonne exécution des opérations d'emballage et de marquage et répond de tout dommage imputable au caractère insuffisant ou défectueux de l'emballage ou du marquage. Dans les cas où les opérations d'emballage et/ou de marquage sont effectuées par des tiers,

la responsabilité des fautes commises par ces derniers incombe au contractant. La GIZ ainsi que les transporteurs mandatés par elle sont en droit, mais ne sont pas tenus, de refuser la réception des colis ne répondant pas aux conditions susmentionnées ou de demander réparation (remise en état ou livraison de remplacement) au contractant ou, si celui-ci tarde à remplir son obligation de réparation, de procéder ou faire procéder, aux frais du contractant, aux remises en état nécessaires ou aux livraisons de remplacement.

#### 2.2 Clause de livraison

Le terme « clause de livraison » désigne les clauses Incoterms stipulées au contrat, d'éventuelles clauses Incoterms modifiées ou complétées dans leur forme modifiée ou complétée ou, si les parties n'ont pas convenu de clauses Incoterms, toutes autres clauses de livraison convenues sur une base individuelle.

#### 2.3. Documents de livraison

On entend par « documents de livraison » les documents mentionnés dans le présent point 2.3 et ceux énumérés dans la commande ainsi que toutes les autres pièces d'accompagnement de la marchandise qui sont requises pour le bon déroulement de la livraison jusqu'au lieu de destination en vertu des règles applicables.

Le contractant est tenu de fournir les documents de livraison en temps voulu, et en toute hypothèse au plus tard au moment de la remise de la marchandise à la GIZ.

La liste de colisage doit indiquer pour chaque colis, outre le numéro de marché de la GIZ, le contenu détaillé, les poids brut et net ainsi que le marquage complet. Un exemplaire complémentaire de la liste doit être joint à chaque colis.

#### 2.4 Autres documents

Le contractant remet à la GIZ, au plus tard au moment où les documents de livraison sont à produire, tous les certificats de contrôle technique, certificats d'agrément officiels ou certificats d'origine précisés dans la lettre de notification du marché de la GIZ.

Toutes les notices d'exploitation et d'utilisation ainsi que les instructions de montage requises sont à joindre à la livraison [en double exemplaire], en <Français>. Si les préparatifs de montage nécessitent des plans de fondations ou des plans de montage électrique complémentaires, il convient de transmettre ces pièces à la GIZ en double exemplaire dans les plus brefs délais après réception de la lettre de notification du marché, en faisant mention du numéro de marché de la GIZ.

#### 2.5 Transport

Dans la mesure où le contractant prend le transport en charge, toute prestation d'appui éventuellement fournie au niveau du transport par la GIZ ou par le destinataire des biens ou de la prestation au < Mali > ne dégage pas le contractant de son



obligation de veiller à ce que le transport s'effectue dans de bonnes conditions jusqu'au lieu de livraison.

## 2.6 Livraisons partielles

Les livraisons partielles requièrent l'accord préalable de la GIZ notifié sous forme écrite simple. Elles doivent être désignées comme telles dans tous les documents d'expédition et de livraison ainsi que dans les marquages, et doivent être assorties d'un numéro d'ordre.

## 2.7 Délais de livraison

Toute livraison ou prestation anticipée nécessite l'accord préalable de la GIZ notifié sous forme écrite simple.

# 3. Conditions de paiement et prix

## 3.1 Prix

Les prix convenus sont des prix fermes qui excluent toute demande ultérieure du contractant ou tout relèvement de prix quel qu'il soit. Ces prix comprennent les frais d'emballage, les frais annexes, les frais d'établissement ou d'obtention des documents de livraison spécifiés au point 2.3 et des autres documents spécifiés au point 2.4, les frais de transport, le montage, l'installation ainsi que tous les accessoires courants ou requis pour la mise en service.

Le contractant s'engage à demander l'exonération de la TVA si elle est possible. Si une livraison ou une prestation est soumise à la TVA, le contractant doit faire figurer cette dernière à part sur la facture.

## 3.2 Conditions de paiement et cession

### 3.2.1 Échéance

Le règlement du prix d'achat est effectué dans les délais stipulés au contrat, sur présentation d'une facture commerciale détaillée établie en bonne et due forme (point 3.2.2), des documents de livraison spécifiés au point 2.3 ainsi que des autres documents mentionnés au point 2.4. Lorsque des acomptes ou des versements partiels ont été convenus, leur règlement s'effectue dans les délais fixés et sur présentation des documents et sûretés stipulés.

En cas de livraisons partielles n'ayant pas été autorisées selon les modalités visées au point 2.6, le prix d'achat n'est exigible dans son intégralité que lorsque les conditions préalables au paiement sont remplies pour la totalité des marchandises et des prestations, y compris la dernière livraison ou prestation partielle.

### 3.2.2 Facture commerciale et avis d'expédition

La facture commerciale doit être établie au nom de la GIZ et indiquer le numéro de marché complet de la GIZ. Chaque livraison doit donner lieu à l'établissement d'une facture commerciale distincte. Lorsque des acomptes ont été convenus, on établira chaque facture commerciale donnant lieu à l'imputation d'un acompte en facturant le montant de l'acompte considéré, puis en le déduisant du montant global de la facture.

### 3.2.3 Cession

Le contractant ne peut céder de créances sur la GIZ qu'avec l'accord préalable de cette dernière notifié sous forme écrite simple.

## 3.2.4 Droits de compensation et de rétention

Le contractant n'est autorisé à procéder à une compensation avec ses créances que si les créances en question sont incontestées ou constatées judiciairement par décision ayant acquis force de chose jugée. La GIZ dispose de droits de compensation et de rétention dans la mesure prévue par la loi.

# 4. Transfert des risques et transfert de propriété

Les risques liés au prix et à la prestation sont transférés conformément à la clause de livraison stipulée au contrat (cf. définition au point 2.2), mais au plus tard au moment du transfert de la propriété de la marchandise du contractant à la GIZ.

Sauf accord contraire, la propriété de la marchandise est transférée du contractant à la GIZ, à la date de celui des deux événements suivants intervenant le premier : transfert des risques ou paiement intégral du prix d'achat (à l'exception d'une éventuelle part de montage, d'installation ou d'ouvrage et d'une retenue de garantie qui aurait été convenue). Si la remise de la marchandise n'a pas encore eu lieu à ce moment-là, le contractant conserve gracieusement la marchandise pour la GIZ ou cède à la GIZ tous droits à restitution de la marchandise, même futurs, qu'il pourrait détenir vis-à-vis de tiers.

Toute clause de réserve de propriété doit être convenue par les deux parties sous forme écrite simple dans un document distinct.

Les pièces ou outils mis à disposition par la GIZ ou par le bénéficiaire désigné dans le contrat restent la propriété de la GIZ ou du bénéficiaire. Les usinages ou transformations auxquels le contractant procède sont réalisés pour la GIZ ou pour le bénéficiaire désigné.

# 5. Incidents, garantie, retard et responsabilité

## 5.1 Retard

Si la prestation due n'est pas fournie à la date de livraison convenue dans le contrat, le contractant est considéré en retard. En cas de retard du contractant, la GIZ dispose de tous les droits légaux sans restriction. Pour chaque jour civil de retard du contractant, la GIZ est en droit d'exiger une pénalité contractuelle équivalant à **<0,2 %>** du prix d'achat convenu, jusqu'à concurrence toutefois de **<5 %>** du prix d'achat convenu (y compris frais d'emballage et de transport et, le cas échéant, taxe sur la valeur ajoutée). La GIZ peut faire valoir ce droit à pénalités jusqu'au paiement pour solde de tout compte, même si elle ne s'est pas réservé ce droit au moment de la réception des marchandises. La pénalité sera déduite d'autres dommages-intérêts auxquels la GIZ peut prétendre.

## 5.2 Garantie

Les marchandises et prestations à fournir doivent être conformes aux règles reconnues de la technique et doivent être d'une excellente qualité. Le contractant garantit que les marchandises et les prestations sont exemptes de défauts et possèdent les caractéristiques convenues au contrat. Sauf contraire donné sous forme écrite simple par la GIZ, il doit s'agir de marchandises neuves.



Pour ce qui est des fournitures d'ouvrage, le contractant garantit que les matériaux utilisés (à l'exception des matériaux fournis par la GIZ) ainsi que la fabrication, la conception et les études (à l'exception de la fabrication, de la conception et des études réalisées par la GIZ) sont exempts de défauts et possèdent les caractéristiques convenues.

Le contractant garantit en outre que les marchandises et les prestations sont adaptées à l'usage prévu sur le lieu de destination eu égard aux conditions climatiques, techniques et juridiques qui y règnent et qu'elles respectent les normes industrielles pertinentes (p. ex. EN, ISO, DIN, et VDE). Le lieu de destination est le lieu de mise en œuvre de la marchandise tel que défini dans la lettre de notification du marché de la GIZ ou, en l'absence de définition explicite, c'est < Bamako >.

Le contractant garantit que les marchandises et les prestations sont exemptes de vices de droit et qu'elles ne portent pas atteinte à des droits d'auteur, des droits de propriété industrielle ou d'autres droits détenus par des tiers.

### 5.3 Droits à réparation des défauts

En présence de défauts, la GIZ dispose des droits à réparation légaux.

En cas de différend sur la défectuosité des marchandises et des prestations, la charge de la preuve d'absence de défauts incombe au contractant.

La GIZ est également fondée à exercer ses droits vis-à-vis du contractant pour les préjudices subis par l'utilisateur de la marchandise ou de la prestation par suite de défauts de cette marchandise ou prestation ou d'autres manquements au contrat imputables au contractant.

Concernant les pièces réparées ou remplacées, le délai pour engager une action en garantie et faire valoir d'autres droits à dommages-intérêts recommence à courir si le contractant a été tenu à réparation. Le délai de prescription des droits de garantie est suspendu pour la période pendant laquelle les marchandises ou prestations ne sont pas disponibles en raison de défauts.

### 5.4 Obligations d'inspection et de notification des défauts constatés

Pour que les obligations légales d'inspection et de notification des défauts soient respectées, il suffit que les marchandises soient inspectées **contradictoirement** sur le lieu de destination et uniquement avec les moyens qui y sont disponibles. En cas de livraisons partielles, les marchandises ne doivent être inspectées qu'une fois la dernière livraison partielle arrivée sur le lieu de destination. Lorsqu'il a été convenu que les marchandises doivent être installées, montées ou mises en service, la GIZ n'est tenue d'inspecter les marchandises qu'après leur installation, montage ou mise en service. Lorsque plusieurs marchandises de même nature sont livrées, la GIZ est uniquement tenue de procéder à des inspections par sondage. Si les inspections par sondage révèlent des défauts, la GIZ peut faire valoir ses droits à réparation des défauts pour l'intégralité de la livraison et/ou de la prestation.

Les défauts doivent être notifiés au contractant immédiatement après avoir été constatés. Dans le cas de marchandises et prestations, la notification sera en toute hypothèse réputée intervenir dans les délais si elle se produit dans un délai de 30 jours civils suivant l'arrivée sur le lieu de destination ou l'achèvement de l'installation, du montage ou de la mise en service, la date la plus tardive faisant foi. En cas de vices cachés, la

notification sera en toute hypothèse réputée intervenir dans les délais si elle se produit dans un délai de 15 jours civils suivant la découverte du vice.

Si le contractant a volontairement omis de signaler un défaut, il ne pourra pas invoquer un manquement de la GIZ à ses obligations d'inspection et de notification des défauts constatés. La même disposition s'applique dans les cas où le contractant, en raison d'une négligence grossière, n'avait pas connaissance du défaut au moment de la livraison.

### 5.5 Responsabilité

Le contractant est responsable de ses fautes propres et de celles commises par les personnes auxquelles il a recours pour l'exécution de ses obligations (agent-e-s d'exécution) et par les fabricants. Le contractant est également responsable des dommages causés par lui-même et par ses agent-e-s d'exécution, même si ces dommages ne sont causés qu'à l'occasion de l'exécution du contrat.

## 6. Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met, que ce soit de manière directe ou indirecte, aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques provenant des fonds versés par la GIZ à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, le contractant n'est autorisé à nouer et/ou à entretenir de relations contractuelles ou de relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations. Il respecte en outre les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative si lui-même, un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés/sociétaires et/ou de son personnel figure sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute violation de l'une des dispositions du présent point 6. La violation autorise la GIZ à se retirer du contrat ou à le résilier sans préavis. Les droits de la GIZ stipulés au point 8 des CGA restent inchangés.

## 7. Obligations concernant la chaîne d'approvisionnement

### 7.1. Code de conduite pour les contractants de la GIZ

Le contractant garantit que, dans le cadre de son activité, il agit en conformité avec le Code de conduite pour les contractants de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (ci-après dénommé « code de conduite ») joint en annexe aux présentes Conditions générales

d'achat et devenu partie constitutive du contrat, et assure que, dans le cas de constatation et de communication d'un risque en matière de droits humains ou d'environnement par la GIZ, il appliquera de manière appropriée les prescriptions du code de conduite le long de la chaîne d'approvisionnement. Le contractant est tenu de dégager la GIZ de toute exigence de tiers découlant d'une violation des prescriptions du code de conduite à moins qu'il puisse prouver que cette violation ne peut lui être imputée.

## 7.2 Mesures de prévention

Le contractant doit prendre des mesures appropriées et adaptées afin de prévenir et de minimiser le risque de violation des prescriptions du code de conduite. Au cas où la GIZ identifierait de (nouveaux) risques en cours d'exécution du contrat, des mesures de prévention complémentaires seraient à prendre. La GIZ est en droit de prescrire certaines mesures au contractant.

## 7.3 Octroi de l'accès à la procédure de recours dans la chaîne d'approvisionnement

Le contractant garantit le libre accès des collaborateur-ric-e-s qu'il emploie à la procédure de recours mise en place par la GIZ. En particulier, il n'entreprend aucune action susceptible d'entraver, de bloquer ou de rendre difficile l'accès à la procédure de recours. Cela s'applique également aux signalements de violations des obligations en matière de droits humains ou d'environnement résultant d'agissements de fournisseurs indirects.

## 7.4 Contrôles *ad hoc*

La GIZ est en droit de contrôler le respect des prescriptions du code de conduite auprès du contractant, dans la mesure où des risques en ce sens ont été identifiés et communiqués à la GIZ. Les mesures de contrôle correspondantes doivent être appropriées tout en préservant les intérêts légitimes du contractant. Les mesures de contrôle entrant en ligne de compte sont notamment les suivantes : information complète, contrôles sur place effectués par la GIZ ou par des personnes qu'elle a dûment mandatées et certification obligatoire selon des normes reconnues. Toutes les mesures de contrôle se limitent à vérifier le respect des attentes en matière de droits humains et d'environnement.

## 7.5 Participation à des formations

Dans la mesure où la GIZ constate des risques concernant le respect du code de conduite, le contractant doit, à la demande de la GIZ, apporter la preuve de sa participation à des formations initiales et continues organisées par la GIZ et ayant pour objet le respect des obligations en matière de droits humains et d'environnement découlant du code de conduite ainsi que leur traitement approprié dans le reste de la chaîne d'approvisionnement. Avec l'accord de la GIZ, il peut être renoncé à la participation à ces formations dans la mesure où le contractant confirme par écrit à la GIZ (i) qu'il respecte les dispositions du code de conduite et (ii) qu'il apporte la preuve qu'il réalise ses propres formations continues.

## 7.6 Obligations de mise à disposition d'informations et de documents

Le contractant est tenu de se procurer et de transmettre, sur demande, les informations et documents nécessaires pour que la GIZ puisse satisfaire à toutes les prescriptions réglementaires découlant de la relation contractuelle. Les prescriptions réglementaires au sens de la présente disposition peuvent émaner en particulier, mais non pas exclusivement, des réglementations suivantes :

- loi sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement (LkSG) ;
- règlement européen sur l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et la restriction des substances chimiques (REACH).

## 7.7 Conséquences juridiques en cas d'infractions au code de conduite

En cas d'infractions aux obligations stipulées dans le code de conduite commises par le contractant, la GIZ est en droit de suspendre l'exécution du contrat ou, si elle le souhaite, de le résilier ou d'y mettre fin s'il n'est pas remédié à l'infraction après fixation d'un délai raisonnable. S'il s'agit d'une infraction grave, persistante ou répétée, la GIZ peut renoncer à fixer un délai de réparation. En cas d'infractions au code de conduite par le contractant, celui-ci est en outre tenu de verser des dommages et intérêts, à moins qu'il ne prouve que l'infraction ne lui est pas imputable. Les dommages et intérêts comprennent également une indemnisation appropriée des atteintes à la réputation.

En outre, la GIZ est en droit, suite à une infraction au code de conduite, d'exclure le contractant d'appels d'offres futurs pour une durée limitée à la durée de l'infraction et dans la mesure où cela est approprié.

Pour toute infraction au code de conduite, le contractant devra verser une pénalité contractuelle dont le montant (i) dépendra de la nature et de la gravité de l'infraction, (ii) sera fixé par la GIZ selon sa libre appréciation et (iii) n'excédera pas 50 000 euros. Si, dans le cadre de délits de corruption, l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 50 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable est égale au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. Les pénalités contractuelles déjà prélevées seront cependant déduites de ces dommages-intérêts.

## 8. Règles générales, droits de résiliation

### 8.1. Conservation des documents, droit de consultation et devoir d'information

Les documents se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception de la prestation et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

En outre, la GIZ est en droit de vérifier à tout moment l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché. Le contractant est tenu de mettre à disposition les documents nécessaires à cet effet et de fournir les renseignements demandés. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

### 8.2. Confidentialité et publications

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateur-ric-e-s auront eu connaissance

lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le contractant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

Toute publication de documents relatifs à l'objet du contrat requiert l'accord préalable de la GIZ notifié sous forme écrite simple. Une description succincte de la mission et du cadre d'activité du contractant à des fins publicitaires n'est cependant pas soumise à cette procédure d'accord préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le contractant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

Pour sa part, la GIZ est en droit de publier lesdits documents à condition que les références soient nommément désignées ; cette disposition est également applicable en cas de rupture prématurée du contrat.

### 8.3. Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter ces données et d'exiger leur effacement ou leur rectification, et peut s'adresser à la GIZ ([datenschutzbeauftragter@giz.de](mailto:datenschutzbeauftragter@giz.de)) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant décharge la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (exigeant p. ex. la mise en œuvre d'exigences techniques dans un sens favorable à la protection des données dès la conception technique ou par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'article 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

### 8.4 Recours à des sous-traitants

Si le contractant fait intervenir des sous-traitants, les obligations de prestation du contractant demeurent inchangées. Le contractant exige des sous-traitants auxquels il fait appel le respect des dispositions du contrat les concernant.

### 8.5 Droits de résiliation

La GIZ dispose des droits de résiliation légaux. La GIZ est en outre en droit de résilier le contrat dans les cas suivants **et non exhaustifs** : insolvabilité du contractant, demande d'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire, d'insolvabilité ou de liquidation, clôture d'une liquidation concordataire, adoption d'un plan de restructuration ou mesure comparable dans un autre ordre juridique.

### 8.6 Droit applicable

Le contrat ainsi que tous les droits et obligations en rapport avec le contrat sont régis par le droit du < **Mali** > à l'exception de la Convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises du 11 avril 1980 ou d'autres règlements au sens de l'article 3, alinéa 2, de la loi d'introduction du Code civil allemand (*Einführungsgesetz zum Bürgerlichen Gesetzbuch*).

### 8.7 Juridiction compétente

La juridiction compétente est le **<siège du bureau de pays>**. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le siège du contractant.

### 8.8 Forme écrite simple

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat, les modifications ou les avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite simple. Cette dernière doit revêtir la forme d'une déclaration lisible rédigée sur un support durable (p. ex. plateforme de passation de marchés de la GIZ, courriel ou fax) dans laquelle la personne du déclarant est nommée.

### 8.9 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.